

à la une

REVENU UNIVERSEL

La pandémie, qui s'est accompagnée d'une explosion des dépenses publiques, a fait évoluer le débat sur l'État providence et remis au goût du jour l'idée d'une allocation de base. Si les divers dispositifs expérimentés, notamment en Finlande, au Kenya ou au Togo, ont donné des résultats intéressants, le principal obstacle à leur mise en œuvre à grande échelle reste celui du financement.



Dessin de **Davide Bonazzi**/Theisport paru dans *Internazionale*, Rome.

C'EST MAINTENANT !

—The Economist (extraits) Londres

Quand Andrew Yang a annoncé qu'il brigait la nomination du Parti démocrate pour la présidentielle américaine de 2020, il s'est démarqué grâce à sa proposition, peu orthodoxe, de Freedom Dividend [dividende de la liberté] – une mensualité de 1000 dollars versée à tous les Américains. Près de deux ans plus tard, Andrew Yang est le favori dans la course à la municipalité de New York. Sa promesse de donner de l'argent à 500 000 New-Yorkais ne paraît plus si radicale, et pas seulement parce que son ampleur est beaucoup plus modeste que celle du revenu universel de base national qu'il prônait.

Si le revenu universel de base suscite encore un grand scepticisme, la pandémie et l'explosion des dépenses sociales ont fait évoluer le débat sur la refonte des prestations dans les États providence. Les aides monétaires – notamment celles mises en œuvre pendant la pandémie – se révèlent un moyen simple et efficace de répondre à de nombreux besoins sociaux. Certes, depuis un an, il n'y a eu quasiment aucun versement récurrent sans critère de sélection. Mais si l'heure du revenu universel n'est pas encore arrivée, l'épreuve du Covid-19 a peut-être accéléré les choses.

“Héritage naturel”. Les arguments en faveur du revenu universel existent depuis des siècles. Aux yeux de [l'intellectuel du XVIII^e siècle] Thomas Paine, la Terre était un bien commun et toute personne exploitant le sol et les ressources naturelles était redevable d'une “rente foncière” à la société, afin de financer un “héritage naturel” pour tous les adultes. L'idée de versements universels et la notion légèrement différente de revenu minimum garanti ont été régulièrement abordées dans les débats sur les prestations sociales au XX^e siècle. Mais à la fin du siècle, la crainte que certains vivent aux crochets des autres et le taux élevé de chômage dans une grande partie de l'Europe ont abouti à des allocations moins généreuses ou plus dépendantes d'un emploi.

Dans les années 2010, le renforcement des inégalités et la conviction – surtout dans le milieu des nouvelles technologies – que les

robots et l'intelligence artificielle risquaient de bientôt remplacer de nombreux travailleurs ont ravivé l'intérêt pour le revenu de base. Les propositions réalistes étaient néanmoins rares. En 2016, quand la Suisse a consulté sa population sur un revenu universel de 2500 francs par mois, 80 % des électeurs ont répondu “non”.

Puis le Covid-19 est arrivé. Les restrictions sanitaires ont plongé de vastes pans de la population dans une grande précarité. À travers le monde, les gouvernements ont réagi en distribuant beaucoup de liquidités. De la mi-mars à la mi-juin 2020, plus de 1,1 milliard de personnes ont reçu de l'argent public, des dépenses généralement adoptées sans réelle opposition politique. Les transferts directs ont représenté environ un tiers de toutes les mesures sociales liées à la pandémie, selon la Banque mondiale.

DE LA MI-MARS À LA MI-JUIN 2020, PLUS DE 1,1 MILLIARD DE PERSONNES ONT REÇU DE L'ARGENT PUBLIC.

En mars 2020, le Congrès des États-Unis a adopté à la quasi-unanimité un plan d'urgence prévoyant entre autres l'envoi sans condition d'un chèque d'un montant maximal de 1200 dollars à la plupart des adultes (une mesure renouvelée à la fin de 2020). Les habitants de Hong Kong, eux, ont reçu l'équivalent de 1300 dollars; les Japonais, environ 930 dollars; la plupart des adultes de Singapour, 425 dollars. Certains gouvernements ont distribué de l'argent qu'on ne pouvait dépenser que localement, par le biais de coupons (à Malte, par exemple) ou de cartes prépayées (dans certaines régions de Corée du Sud). Mais en général, les pouvoirs publics ont tout simplement donné du cash.

Rien de tout cela ne correspond toutefois à un vrai revenu universel. Dans les pays riches, les virements ponctuels ont été le dispositif le plus fréquent, afin de relancer la consommation et d'amortir les chutes brutales de revenus. Dans les pays en développement, les versements se sont plus approchés d'un revenu de base car ils étaient souvent récurrents. Mais ils étaient en général réservés aux plus pauvres et vulnérables. Dans le cadre de son fonds d'aide, le plus ambitieux de son histoire, le Brésil a versé des mensualités au tiers le plus défavorisé de sa population jusqu'en décembre 2020. Au

Définition

REVENU UNIVERSEL

Un même montant versé à tous, sans aucune condition : c'est l'idée du revenu universel, ou revenu de base, qui peut parfois, dans les pays riches, se substituer aux prestations sociales. Ce qui permettrait son financement. La plupart des expériences menées jusqu'à présent sont néanmoins plus restrictives, les bénéficiaires étant choisis parmi les populations les plus démunies. L'objectif principal est en effet de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie, avec, en arrière-plan, la volonté de promouvoir l'égalité et la liberté.

Togo, des paiements via le téléphone mobile sont versés deux fois par mois aux travailleurs du secteur informel dans les régions où des confinements sont imposés [lire p. 30].

Mais alors que le pic de la pandémie s'éloigne et que l'économie redémarre lentement, les dernières mesures en vigueur prendront bientôt fin. Seuls 7 % des programmes ont été prolongés; leur durée moyenne était de trois mois, toujours selon la Banque mondiale. Aux États-Unis, le plan de relance de Joe Biden prévoit une troisième vague de chèques mais les bénéficiaires seront moins nombreux que l'année dernière.

Les aides accordées pendant la pandémie ne se transformeront pas en revenu de base durable, mais l'épreuve du Covid-19 rend son adoption plus plausible à terme. Si l'on en croit des sondages, les jeunes aux États-Unis et en Europe y sont favorables. Les démocrates et certains républicains aux États-Unis soutiennent l'expansion du crédit d'impôts par enfant à charge, ce qui équivaudrait à des liquidités sans contrepartie pour les familles modestes. Un barème proportionnel aux revenus du foyer est appliqué, mais ce dispositif mis en œuvre dans le cadre de la loi de relance de Joe Biden s'approche d'un revenu de base pour les familles qui ont des enfants.

Promesse électorale. En Corée du Sud, l'élection présidentielle de 2022 sera sans doute une sorte de référendum sur le revenu universel [lire p. 29]. Lee Jae-myung, candidat potentiel qui a supervisé une expérimentation dans la province de Gyeonggi, dont il est gouverneur, propose que le pays adopte un revenu universel national de 500 000 wons [375 euros] par an et, à terme, par mois. (Le Premier ministre actuel et son probable adversaire, Chung Sye-kyun, y est opposé.)

Ces dernières années, face à la popularité croissante du concept de revenu universel, des chercheurs et des gouvernements ont lancé un certain nombre d'expériences, dont certaines ont produit des résultats avant l'arrivée du Covid-19. La Finlande, par exemple, a organisé un essai en 2017-2018, dans lequel 2 000 personnes sans emploi, sélectionnées de manière aléatoire, ont reçu une modeste mensualité qui était équivalente à l'allocation chômage et qui était garantie pendant la durée de l'expérience.

Les résultats ont été brouillés en raison d'une évolution législative en 2018 qui a durci

les conditions d'accès à l'allocation chômage, mais les conclusions demeurent intéressantes. L'une des principales inquiétudes suscitées par le revenu de base est le risque de dissuader les bénéficiaires de rechercher un emploi rémunéré. Mais les participants ayant reçu des versements inconditionnels ont plus travaillé que ceux qui percevaient l'allocation chômage. Ils ont témoigné d'un plus grand bien-être, ils souffraient moins de dépression et de stress, avaient plus confiance en leurs capacités et faisaient aussi plus confiance aux autres, par rapport au groupe témoin.

Les données collectées en Finlande sont cohérentes avec celles d'autres expériences. Rebecca Hasdell, qui a travaillé sur la question au Basic Income Lab de l'université Stanford, a examiné 16 enquêtes publiées entre 2009 et 2019 et qui concernaient des pays riches et des pays pauvres. Il en ressort un effet positif sur le niveau d'études ainsi que sur des indicateurs relatifs à la santé physique et mentale, et un recul de la pauvreté.

LE REVENU DE BASE DÉCOURAGE CERTAINES FORMES DE TRAVAIL, MAIS IL PEUT ENCOURAGER LA CRÉATION D'ENTREPRISE.

La participation au marché du travail est généralement peu affectée : la moitié des études ne détectent pas d'effet notable sur le plan statistique. Et la plupart des autres y voient un effet positif, note la chercheuse. Quand cette participation baisse, on observe souvent en parallèle une plus grande prise en charge des proches, ce qui risque d'accentuer les inégalités hommes-femmes sur le marché du travail.

Dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires, cette donnée est souvent associée à un pourcentage plus faible de femmes actives. Dans certaines études, l'existence d'un revenu de base semble aussi limiter le nombre d'actifs dans la force de l'âge.

Dans certains cas, les bienfaits du revenu universel semblent avoir résisté à la pandémie. Une équipe d'économistes qui avait lancé une expérience à grande échelle au Kenya avant l'arrivée du Covid-19 a pu surveiller ses incidences pendant la crise. Le bien-être des bénéficiaires est légèrement mais notablement supérieur à celui du groupe témoin, les effets sur leur santé sont ambigus. Ils sont plus enclins à prendre des risques en s'engageant dans des activités commerciales, peut-être parce que l'argent qu'ils touchent est une sorte d'assurance, selon les auteurs. Même si le revenu de base décourage certaines formes de travail, il est susceptible d'encourager d'autres activités comme la création d'entreprise.

Extrapoler ces conclusions n'a rien d'aisé. L'étude de dispositifs déjà anciens s'approchant du revenu universel – comme le Fonds permanent en Alaska, qui investit les recettes pétrolières et en distribue les dividendes à la population – montre aussi que les effets sur



SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire,
1 583 955 ex.

economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel. Il est imprimé dans six pays, et 85 % de ses ventes se font à l'extérieur du Royaume-Uni.

→ Dessin de Walenta paru dans le *New York Times*, États-Unis.



l'emploi semblent modestes (et plutôt positifs). Mais les résultats d'initiatives limitées dans le temps ou l'espace ne permettent peut-être pas d'évaluer les conséquences sociétales d'un revenu de base permanent et à grande échelle. Les habitudes liées au travail comme aux loisirs pourraient évoluer et ainsi changer les comportements des bénéficiaires, pour le meilleur ou pour le pire.

Quoi qu'il en soit, le principal obstacle au revenu universel reste le même : le financement. La proposition initiale d'Andrew Yang, par exemple, aurait coûté 14 % du PIB annuel, quoique l'addition aurait été réduite en rationalisant d'autres prestations sociales. (À titre de comparaison, l'ensemble du budget fédéral des États-Unis correspondait à 21 % du PIB en 2019.)

Taxes et philanthropes. L'essentiel des aides fournies aux ménages depuis un an a été financé par de nouveaux emprunts publics. Si les marchés ont été accommodants, il semble peu probable que le rêve d'un revenu universel puisse se réaliser sans poser la question de son financement – et y répondre.

Selon Lee Jae-myung, un revenu de base modeste pourrait être créé en Corée du Sud en ajustant le budget actuel de l'État, mais il admet que des versements plus généreux nécessiteraient des fonds supplémentaires. À cette fin, il privilégie des taxes sur le foncier, les émissions de CO₂ et les services numériques.

Pour financer son projet (qui ne concernerait que les New-Yorkais les plus pauvres), Andrew Yang, de son côté, propose de faire la chasse aux dépenses inefficaces et de solliciter des philanthropes.

Au milieu du xx^e siècle, les grandes expansions de l'État providence ont été rendues possibles par l'esprit de solidarité et de sacrifice né de la Grande Dépression et de la guerre, qui a permis, politiquement, de financer de nouvelles prestations par l'impôt.

Aujourd'hui, l'engouement pour les versements directs repose plutôt sur une approche décontractée de l'endettement public. La fin de la pandémie sonnera peut-être aussi la fin de cette attitude, du moins dans certains camps politiques. C'est à ce moment-là que nous verrons dans quelle mesure la crise du Covid-19 aura fait évoluer la société. —

Publié le 2 mars

2021, année test aux États-Unis

La crise économique provoquée par la pandémie a fait progresser l'idée d'un revenu minimum garanti. Ainsi, plus d'une dizaine de villes américaines lanceront un programme pilote cette année.



IKON IMAGES

Oakland, dans la région de la baie de San Francisco, va mettre en œuvre un programme pilote qui accordera un revenu de base à 600 de ses habitants. Selon **The San Francisco Chronicle**, ce revenu minimum garanti, financé par des fonds privés et présenté par la maire démocrate, Libby Schaaf, le 23 mars, sera l'un des plus importants dispositifs de ce type aux États-Unis.

Les premiers chèques pourraient être remis avant l'été. Les bénéficiaires recevront 500 dollars par mois pendant au moins dix-huit mois. Ils seront sélectionnés parmi des familles noires, amérindiennes ou de couleur disposant de faibles revenus et



comptant au moins un enfant de moins de 18 ans, précise le quotidien californien. Des catégories de population qui souffrent particulièrement des inégalités de richesse constatées à Oakland. Plus de 70 000 personnes, soit 16,7 % de la population de la ville, vivent dans la pauvreté, selon les statistiques du recensement américain.

Les pertes d'emplois "dévastatrices" causées par la pandémie de Covid-19 ayant "exacerbé" les problèmes de logement et d'insécurité alimentaire, l'idée d'un revenu garanti gagne du terrain aux États-Unis, souligne le journal. San Francisco envisage d'ailleurs de tester son propre programme auprès d'un groupe de 500 à 1 000 habitants.

Et, selon **The Guardian**, de nombreuses municipalités ont lancé de petits projets temporaires "dans un effort coordonné", afin de convaincre le Congrès américain d'adopter un revenu de base national. Le quotidien britannique observe malicieusement qu'un revenu garanti avait déjà été expérimenté dans les années 1970, sous la présidence de Richard Nixon, par les républicains

Donald Rumsfeld et Dick Cheney. Nixon avait recommandé d'élargir cette expérimentation, mais le Congrès n'avait pas suivi.

"L'année 2021 verra une explosion de programmes pilotes de revenu garanti, alimentée par un nombre croissant d'édiles municipaux, de philanthropes et d'organisations à but non lucratif", annonce de son côté **Bloomberg**. Selon le site d'information économique, "au moins 11 expériences de versements directs seront en place cette année, de Pittsburgh [Pennsylvanie] à Compton [Californie]." Et "une vingtaine de maires ont annoncé" qu'ils pourraient suivre cet exemple. Même si, par facilité de langage, on parle souvent de revenu universel de

base, ces programmes ne sont pas vraiment universels puisqu'ils ne s'adressent qu'à certaines catégories de foyers, précise toutefois **Bloomberg**.

"Cette série d'expériences a été catalysée par un projet pilote de deux ans lancé à Stockton, en Californie, en février 2019", par le jeune maire démocrate Michael Tubbs, poursuit le site. La municipalité a distribué chaque mois 500 dollars à 125 résidents pauvres, sans aucune obligation en contrepartie. Le bilan des douze premiers mois, publié au début de mars, montre que les bénéficiaires étaient en meilleure santé et "présentaient un niveau d'anxiété et de dépression plus bas que le groupe témoin", rapporte le **Los Angeles Times**.

Surtout, leur situation professionnelle s'était nettement améliorée. En février 2019, 28 % d'entre eux avaient un emploi à temps plein; un an plus tard, c'était 40 %, alors que dans le groupe de contrôle, cette proportion était passée de 32 % à 37 % seulement. L'explication est simple : le complément de revenu a permis aux gens de déga- ger du temps pour se former, faire des stages ou,

tout simplement, envoyer des CV et se rendre à des entretiens d'embauche. La deuxième phase de l'expérience, dont le début a coïncidé avec celui de la pandémie, est en cours d'analyse.

Michael Tubbs, qui n'a pas été réélu en novembre 2020, "se souvient que, lorsque le programme a été lancé, ses détracteurs affirmaient que les bénéficiaires arrêteraient de travailler et dépenseraient l'argent pour se procurer de la drogue et de l'alcool", écrit le **San Francisco Chronicle**. Cela n'est pas arrivé, constate-t-il. "De fait, moins de 1 % de l'argent a servi à acheter du tabac et de l'alcool. Lors de la présentation du projet d'Oakland, la maire, Libby Schaaf, a pour sa part affirmé que le revenu de base était un outil "prometteur". Et qu'il pourrait "aider à défaire des siècles d'injustice économique et raciale et nous orienter vers une société plus juste".

— **Courrier international**

↑ Dessin de **Nick Shepherd**, Royaume-Uni.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Retrouvez le reportage d'**El País Brasil** : "La monnaie mumbuca, premier pas du Brésil vers un revenu universel." Maricá, une banlieue de Rio, fait office de laboratoire social. Et la politique novatrice lancée en 2013 a permis d'amortir considérablement le choc de la crise sanitaire et économique actuelle, constate le quotidien. À lire aussi, en contrepoint à ce dossier, cette opinion parue dans la **Frankfurter Rundschau** : "Non, le revenu universel ne sera pas le remède à la crise du coronavirus."

L'ALLEMAGNE EXPÉRIMENTE À GRANDE ÉCHELLE

Après une campagne citoyenne et des référendums locaux, des villes testeront le versement de 1200 euros par mois pendant trois ans à 10 000 personnes.

—Die Welt (extraits) Berlin

Gagner de l'argent sans travailler ? Un rêve plus palpable que jamais en Allemagne. Dans le sillage de la pandémie, le Bundestag [parlement] a reçu une pétition [qui, en avril 2020, avait déjà reçu 176 134 signatures] demandant l'instauration d'un revenu universel pour résoudre la crise. Pour la première fois, ce concept est également évoqué dans le programme d'un parti politique : les Grünen [le parti écologiste] souhaitent se pencher sur le sujet. Le revenu universel a le vent en poupe, et certains de ses défenseurs comptent bien en profiter pour franchir une nouvelle étape : l'expérimenter grâce à des financements publics.

À l'origine de ce projet, l'association Expédition revenu universel, qui souhaite offrir à 10 000 participants le droit de recevoir 1200 euros par mois pendant trois ans. "Nous voulons connaître les répercussions d'un tel revenu. Il existe de nombreux modèles théoriques, mais ils sont encore trop méconnus", explique Laura Brämswig, l'une des fondatrices de l'association. Il s'agit notamment d'observer les effets de cette mesure sur la santé, les habitudes de consommation, la situation économique et sociale des participants. L'expérimentation devrait débuter en 2023 et tester différentes approches. L'Institut allemand de recherche économique (DIW), qui travaille déjà sur une expérience similaire, apporte sa caution scientifique.

Cette nouvelle expérimentation est cependant bien particulière : elle verra le jour dans les communes, qui financeront les versements. "[Depuis] le 23 février, toutes les communes allemandes sont appelées à participer à l'expérience", détaille Laura Brämswig. Dans un premier temps, les citoyens peuvent exprimer, sur le site Internet de l'association, leur volonté de voir leur ville participer au projet. Dans les villes où 1 % au moins de la population aura manifesté son intérêt, l'association prévoit la tenue de référendums locaux. D'ici à la fin de 2021, on devrait connaître toutes les collectivités participantes.

L'association élaborera ensuite des protocoles de recherche et formera différents groupes, afin de tester plusieurs types de revenu universel. Un habitant sur 1000 participera à l'expérimentation, ainsi qu'un groupe témoin n'ayant pas droit à la rétribution. Toutes les formes de

revenu universel à l'étude s'inspirent du concept de l'impôt négatif sur le revenu : chaque participant aura droit, en théorie, à un montant fixe de 1200 euros, mais ne le percevra pas systématiquement. "Ceux dont le taux d'imposition dépasse un certain seuil ne toucheront rien", explique Laura Brämswig. Ceux qui se situent au-dessous de cette limite auront un crédit d'impôt.

Le coût pour les communes est estimé à 30 000 euros par participant. Dix pour cent seront consacrés aux frais généraux, comme la recherche et la gestion de l'expérience, les 27 000 euros restants seront versés aux bénéficiaires. Sur trois ans, cela représente donc en moyenne 750 euros par mois et par personne. Selon l'estimation réalisée par Expédition revenu universel pour Leipzig, 605 400 habitants, le budget pour 605 participants serait de 18,2 millions d'euros.

La crise sanitaire est l'occasion de rallier de nouveaux partisans. "Aujourd'hui, de nombreux Allemands s'inquiètent pour leur avenir", souligne Laura Brämswig. Le revenu universel pourrait permettre d'adoucir les conséquences des grands bouleversements que nous connaissons en offrant davantage de sécurité et de liberté."

Reste à savoir si l'expérimentation suscitera l'engouement des municipalités. À Berlin, la coalition rouge-rouge-verte [les sociaux-démocrates du SPD, le parti de gauche Die Linke et les Grünen] a déjà mis en place un système comparable : le revenu de base solidaire. Dans la capitale, il ne s'agit toutefois pas de verser un revenu universel mais d'offrir des emplois d'intérêt général rémunérés au salaire minimum.

Si Expédition revenu universel parvient à recueillir suffisamment de soutiens, Jürgen Schupp, chercheur au DIW, mettra son expertise au service de l'expérimentation. Il coordonne déjà le projet pilote de l'association Mon revenu universel, qui prévoit, pendant une durée similaire, de verser à 120 participants un revenu financé par la société civile. Les premiers versements auront lieu en juin. "Le financement public me paraît plus difficile à mettre en œuvre", prévient le chercheur, qui estime néanmoins

SOURCE



DIE WELT

Berlin, Allemagne
Quotidien, 119 000 ex.
welt.de

Porte-drapeau
des éditions Springer,
"Le Monde" est
une sorte de Figaro
à l'allemande.
Très complet dans
le domaine économique,
il est aussi lu pour
ses pages consacrées
au tourisme
et à l'immobilier.
Il se revendique
conservateur.

nécessaire de tester de nouveaux modèles de protection sociale.

D'autres économistes portent un regard plus critique sur ces expérimentations. Pour Henning Vöpel, directeur de l'Institut pour l'économie mondiale, à Hambourg, la consultation citoyenne est faisable. Tant qu'il n'est pas question de modifier la législation sociale, il estime possible de laisser les Allemands décider du financement d'un tel projet à l'échelle locale. Mais il anticipe déjà les apports [limités] de l'étude. "Les conditions d'une expérimentation ne sont jamais vraiment transposables dans la réalité", prévient-il.

Henning Vöpel exprime des réserves quant au principe même du revenu universel : "Son caractère forfaitaire est injuste." Au lieu de créer un nouveau modèle, on devrait, selon lui, s'attaquer à la stigmatisation induite par le système Hartz IV actuellement en vigueur [dans le cadre

**"LE REVENU UNIVERSEL POURRAIT
ADOUCIR LES CONSÉQUENCES
DES GRANDS BOULEVERSEMENTS
QUE NOUS CONNAISSONS."**

Laura Brämswig,
COFONDATRICE DE L'ASSOCIATION
EXPÉDITION REVENU UNIVERSEL

de la réforme du marché du travail mise en place sous le mandat du chancelier Gerhard Schröder au début des années 2000, la loi Hartz IV a supprimé l'allocation réservée aux chômeurs en fin de droit et a durci les conditions d'accès à l'aide sociale]. L'économiste craint également que le revenu universel n'incite l'État à négliger le retour à l'emploi. "Cela doit pourtant être l'objectif principal", affirme-t-il. C'est pourquoi, d'après lui, l'État devrait investir massivement dans la formation au lieu de favoriser une transformation du système – d'autant plus que le marché du travail connaît une profonde mutation.

Un avis partagé par Dominik Enste, de l'Institut pour l'économie allemande (IW), connu pour sa proximité avec le patronat. Pour lui, il faut améliorer le système Hartz IV : "Ainsi, nous sommes sûrs de continuer à aider ceux qui en ont vraiment besoin." La situation actuelle et les craintes que ressentent de nombreux Allemands vis-à-vis de l'avenir ne suffisent pas, selon lui, à justifier l'instauration d'un revenu de base. "Ses partisans s'appuient systématiquement sur les grandes ruptures pour promouvoir un changement [du système] : la révolution numérique, la crise financière et désormais le coronavirus", poursuit-il, arguant que l'État providence a prouvé son efficacité dans différents domaines, notamment grâce au recours au chômage partiel.

"Bien sûr, les mesures actuelles d'urgence sont laborieuses et l'État n'a pas aidé tout le monde comme il le devrait", concède-t-il. Des améliorations demeurent donc nécessaires. Mais plutôt qu'un revenu universel, il préférerait une adaptation du système centrée sur les besoins.

—Christine Haas
Publié le 23 février





IKON IMAGES

Colombie

Un argument électoral

●●● Depuis le début de la crise du Covid-19, le sénateur Iván Marulanda défend l'idée d'un revenu universel pour les foyers les plus pauvres du pays, 30 millions de personnes sur une population d'un peu plus de 51 millions. Membre du Partido Verde, au sein d'une coalition de centre et centre gauche, il est en course pour la présidentielle de mai 2022. Comme il l'expliquait le 25 mars dans une interview au site **Las2Orillas**, son projet a vocation à être permanent. "Le gouvernement [actuel, de droite] a créé un revenu solidaire avec l'arrivée de la pandémie pour 2,5 millions de foyers. Or il faudrait en toucher 9 millions. De plus, il a fixé ce revenu à 162 000 pesos [37 euros] par foyer, ce qui ne permet pas de vivre." Iván Marulanda propose, lui, un revenu minimum fusionné avec les aides sociales. Son montant s'élèverait à 320 000 pesos, auxquels s'ajouteraient 40 000 pesos (9 euros) par personne supplémentaire. Le credo du sénateur : "L'État vient du peuple, ce qui devrait nous garantir des droits fondamentaux, [comme] le droit à vivre dans la dignité."

Corée du Sud. Un "poussin" tué dans l'œuf ?

L'idée d'une allocation universelle anime la campagne électorale pour la présidentielle de 2022 et divise à l'intérieur même des partis.

C'est Lee Jae-myung, gouverneur de la province de Gyeonggi, limitrophe de la capitale, qui a lancé le débat sur le revenu de base alors que l'État et les collectivités locales multipliaient les aides dans le contexte de la pandémie. Candidat possible du Parti démocrate, au pouvoir, pour la présidentielle de 2022, l'ancien avocat a fait de ce projet son étendard. Un bourg de sa province, peuplé d'une majorité d'agriculteurs relativement âgés, a été choisi pour une expérimentation : dès la fin de 2021, chacun de ses 4 000 habitants devrait recevoir tous les mois 150 000 wons (environ 113 euros) pendant cinq ans, le tout financé à 70 % par la province et à 30 % par le bourg et le district auquel il est rattaché, explique le quotidien **Asia Kyongje**, qui

rapporte "le scepticisme des économistes au sujet d'un revenu de base national qui nécessiterait par ailleurs un effort financier impossible".

Pour Lee Jae-myung, tout a un début : "On me dit qu'un revenu de base devrait s'élever à 300 000 wons [226 euros] au moins et que 40 000 [30 euros, somme qu'il propose pour commencer], c'est de l'argent de poche. C'est comme si on disait qu'un poussin n'est pas un coq." Le journal en ligne **Pressian**, qui rapporte

cette déclaration, y répond : "Un poussin n'est pas un coq, même s'il va en devenir un plus tard." Et ajoute que "M. Lee devra proposer des mesures concrètes, réalistes et durables". D'autant que "l'idée ne fait pas l'unanimité au sein même du parti au pouvoir", certains la qualifiant de "prématurée", voire de "populiste". Dans une interview, le Premier ministre,

↑ Dessin de **Matt Kenyon**, Royaume-Uni.

← Dessin de **Walenta**, Pologne.

Chung Sye-kyun, a coupé court à toute discussion : "L'heure est aux aides financières d'urgence et non au revenu de base."

Cependant, le débat s'est installé dans le pays. Un Parti du revenu de base, revendiquant le libéralisme social, s'est créé en 2020. Sa représentante au Parlement, Yong Hye-in, déclare dans **Hankyoreh** : "La pandémie a montré la fragilité d'un modèle de société où la stabilité d'une vie ne repose que sur l'emploi. On a assisté à la disparition d'entreprises pour des raisons autres que la mauvaise gestion [...]. Il était autrefois inimaginable qu'un gouvernement distribue de l'argent sans contrepartie, mais les gens ont constaté que c'était non seulement possible, mais aussi efficace."

Et la droite n'est pas en reste, puisqu'un ancien député du Parti du pouvoir du peuple a fait une contre-proposition à celle de Lee Jae-myung. "Le revenu de base n'est plus le programme des seuls partis de gauche", assure Kim Ki-hyun, député de ce même parti, au journal **Seoul Kyongje**. Il insiste toutefois sur la nécessité d'une concertation : "L'introduction brutale [d'un revenu de base] dans un contexte électoral est comme un murmure du diable qui va finir par nous mener aux enfers." Pour Lee Jae-myung, cependant, rapporte **Pressian**, "il ne s'agit pas d'une œuvre de charité d'une époque révolue, mais d'une politique sociale et économique visant à réduire les inégalités et à raviver l'économie en ce temps où notre système capitaliste est ébranlé par la quatrième révolution industrielle."

— **Courrier international**



Revue de presse

AU TOGO, DE L'ARGENT VERSÉ SUR LE TÉLÉPHONE PORTABLE

Depuis le début de la pandémie, Lomé a décidé de verser un revenu aux plus précaires. Comment sont-ils identifiés ? Grâce aux données satellitaires et téléphoniques.

C'est une idée si séduisante qu'à peine lancée elle a été victime de son succès. C'était il y a un an tout juste, au Togo. Le 8 avril 2020, alors que le programme Novissi débute, le ministre de l'Énergie est obligé de se rendre dans les studios d'une radio nationale, Kanal FM, rapporte **alome.com**. "Le système a planté", reconnaît-il le soir même. Près de 4 millions de personnes ont tenté de se connecter en même temps à un système conçu pour supporter 200 000 connexions.

Le bug géant a vite été résolu, et le succès de Novissi ne s'est jamais démenti. Avec un principe aussi novateur que sa méthode. Alors que les Togolais sont durement affectés par la pandémie de Covid-19, les autorités ont mis en place un revenu de solidarité. "Il a pour but de fournir aux personnes vulnérables des soutiens financiers tout au long de l'état d'urgence sanitaire décrété par le chef de l'État. Le programme s'adresse aux zémidjans [taxis-motos], couturiers, vendeurs ambulants, taximen et aux personnes ayant perdu leur gagne-pain à cause du coronavirus", détaille le **Journal du Togo**. Avec 13 dollars par mois pendant cinq mois pour les hommes, 15 dollars pour les femmes, censées avoir de plus lourdes charges familiales, Novissi, "solidarité" en langue ewe, s'adresse aux plus démunis.

Eric Dossekpli est l'un des heureux élus. "Je ne savais plus comment nourrir ma famille", confie cet agriculteur de 49 ans à la radio publique américaine **NPR**. À cause des confinements, il ne parvient plus à vendre son maïs et son manioc. C'est alors qu'il entend parler de Novissi et tape *855# sur son portable pour savoir s'il est éligible. C'est oui! "Je n'y croyais pas. J'ai été enregistré et l'argent m'a été viré sur mon téléphone", raconte-t-il au journaliste.

Les moyens sont limités, alors il faut choisir les bénéficiaires. Comment identifier les plus pauvres parmi les pauvres, dans un pays où le travail est souvent informel ? Le Togo sollicite Esther Duflo, lauréate du prix Nobel d'économie, qui renvoie sur Joshua Blumenstock,

de l'université de Berkeley. Ce chercheur spécialiste des données propose de travailler à partir d'images satellite de haute résolution. Dans les régions les plus pauvres, les toits sont en matériaux précaires, les routes ne sont pas bitumées et les parcelles sont petites.

"Les points d'eau, comme les rivières, sont plutôt associés à des régions riches", explique le chercheur. Mais la liste des bénéficiaires, selon ces critères, est encore trop longue pour les fonds disponibles. C'est alors aux données téléphoniques qu'il s'intéresse. Une idée inédite.

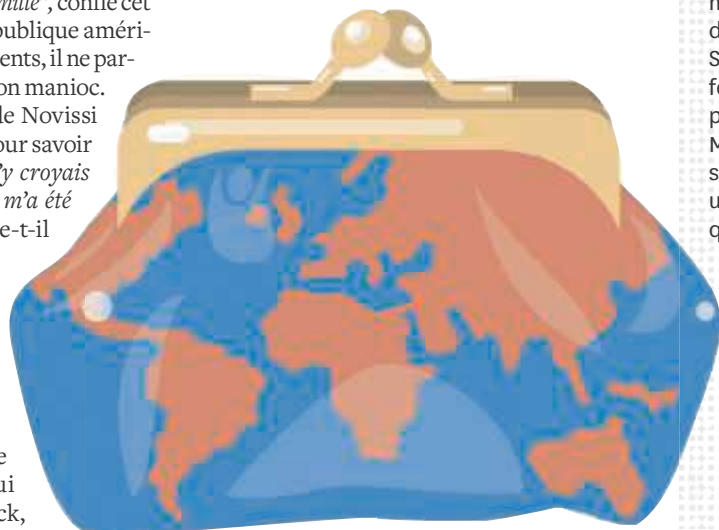
"Les données téléphoniques permettent de savoir beaucoup de choses", explique Joshua Blumenstock à la radio américaine, "les plus riches appellent à l'international. Ils passent plus d'appels qu'ils n'en reçoivent." Les pauvres appellent peu, et dans une zone plus proche de celle où ils habitent.

"Sans contact et sans besoin de se rendre sur le terrain", note la **Radio télévision suisse**, une liste est enfin établie. En un an, 600 000 Togolais ont bénéficié du dispositif et 5 millions de dollars ont été, à ce jour, provisionnés pour le projet. "La démocratisation de cette méthode d'aide directe pourrait être un moyen efficace pour intervenir rapidement lors de crises humanitaires ou de catastrophes naturelles", analyse le média suisse. Et elle a l'avantage de "donner de l'argent directement aux personnes dans le besoin".

— **Courrier international**



Revue de presse



Verbatim

"Pour que personne ne meure de faim"

●●● Dans notre livre *Économie utile pour des temps difficiles* [éd. du Seuil, 2020], nous recommandons que les pays pauvres mettent en œuvre un revenu universel ultrabasique (Ruib), c'est-à-dire un versement récurrent pour subvenir aux premières nécessités. Le Ruib a l'avantage d'être un mécanisme simple et transparent, qui garantit que personne ne meure de faim. Il évite les problèmes propres à de nombreuses aides sociales conçues pour exclure ceux qui ne sont pas "méritants", même quand c'est au détriment des plus défavorisés. [...] La bonne nouvelle, c'est que dans beaucoup de pays, et notamment en Afrique, des infrastructures permettent déjà de verser rapidement de l'argent à la population grâce aux téléphones mobiles. Nombreux sont ceux qui se servent de ces applications entre particuliers, c'est pourquoi les programmes publics fondés sur cette infrastructure peuvent être opérationnels en l'espace de quelques jours. [...] Finalement, la principale contrainte n'est pas la faisabilité de ces mesures, mais la volonté de les financer. Les pays en développement auront besoin d'une aide considérable des pays riches s'ils veulent concrétiser un revenu universel ultrabasique. [...] Pour éviter que la crise actuelle ne dégénère en catastrophe, il faut établir un plan précis de financement afin de réagir au choc de la pandémie, et l'associer à une stratégie à long terme afin d'accompagner la reprise des activités.

Esther Duflo et Abhijit Banerjee,
LAURÉATS DU PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE EN 2019.
THE GUARDIAN, LONDRES, 6 MAI 2020.

Italie

Bilan en demi-teinte du revenu de citoyenneté

●●● Sorte d'hybride du revenu universel, du RSA français et de l'allocation-chômage, le revenu de citoyenneté a été introduit au début de 2019 en Italie sous l'impulsion du Mouvement 5 étoiles. Il s'adresse aux citoyens ou aux familles qui déclarent moins de 9 360 euros de revenus par an. Son montant, qui varie en fonction de divers critères, est plafonné à 780 euros par mois. Mais, pour l'obtenir, il faut s'engager à accepter au moins une des trois offres d'emploi qui doivent – en théorie – être faites à travers un programme étatique mettant en relation offre et demande. Sinon, on perd ses droits.

Au bout de deux ans, quel bilan pour cette aide qui concerne aujourd'hui presque 3 millions d'Italiens ? Dans une longue enquête parue à l'automne dernier, le **Corriere della Sera** dénonçait un dispositif qui "alimente le travail au noir". "Pour certains, c'est un double atout, soulignait le quotidien milanais. Ils touchent le revenu de citoyenneté parce qu'ils sont sans emploi et, grâce à celui-ci, ils peuvent se permettre de travailler au noir en se 'vendant' sur le marché à moitié prix." Néanmoins, le journal reconnaissait que le programme répond à un vrai besoin. C'est ce que semble penser aussi le nouveau gouvernement de Mario Draghi, puisque l'ancien président de la BCE a récemment alloué 1 milliard d'euros à cet instrument.

← Dessin de Faber,
Luxembourg.